Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :
formav.co/explorer

BTS COMPTABILITÉ ET GESTION • CORRIGÉ DÉTAILLÉ

Économie-Droit

Session 2017 • Code sujet : **17-ECODROI-M** • Durée : **4 heures**

Sommaire

Cliquez sur une partie pour y accéder directement

1. Espagne : quelles perspectives de croissance ? (3 questions) **Page 3**

2. Responsabilité, formation professionnelle et contrat électronique (3 questions) **Page 5**

3. Ce qu'il faut retenir & Questions fréquentes (FAQ) (Synthèse & Q&A Examen) **Page 7**

Sujet officiel (PDF) : https://formationbtscg.fr/assets/annales/bts-cg/E3 - Culture Économique, Juridique et Managériale (CEJM)/2017/BTS CG - E3 - Culture Économique, Juridique et Managériale (CEJM) - Session 2017 - 1-Sujet.pdf

1. Espagne : quelles perspectives de croissance ?

Vous préparez pour une rédactrice en chef une note argumentée et structurée sur les perspectives de croissance de l'Espagne dans le cadre de la stratégie Europe 2020, en définissant les concepts soulignés et en mobilisant vos connaissances. Le dossier présente des indicateurs économiques, les choix de politique économique espagnols et les apports possibles de la croissance verte.

Question 1). Analyser l'évolution de la situation économique de l'Espagne sur les quatre années présentées, puis comparer sa situation économique avec celle de l'UE-28 en 2015 à partir des indicateurs du document.

Année	Croissance du PIB (%)	Chômage (%)	Solde courant (% PIB)	Inflation (%)	Dette publique (% PIB)
2006	4,2	8,3	-9	2,7	38,9
2013	-1,7	26,1	1,5	1,5	93,7
2014	1,4	24,5	0,9	-0,2	99,3
2015	3,2	22,1	1,4	-0,5	99,2
UE-28, 2015	2,2	9,4	1,3	0,0	85,2

Après la forte croissance de 2006, l'Espagne connaît une récession en 2013, puis une reprise qui s'accélère en 2014 et 2015. Le chômage recule depuis 2013, mais reste très élevé. Le solde courant, déficitaire en 2006, devient excédentaire. La dette publique augmente fortement entre 2006 et 2014, puis se stabilise en 2015. Cette année-là, la croissance espagnole et son excédent courant dépassent légèrement ceux de l'UE-28, mais le chômage et la dette sont nettement supérieurs. L'inflation espagnole est négative, contre 0 % dans l'UE.

> ✓ **RÉPONSE À RETENIR**
>
> En 2015, la croissance espagnole est plus forte que celle de l'UE-28, mais le chômage et la dette restent plus élevés et l'inflation est négative.

Question 2). Mettre en évidence les limites à l'efficacité de la politique économique menée par l'Espagne, en exploitant les documents et vos connaissances.

La politique économique regroupe les interventions des pouvoirs publics sur l'activité, l'emploi et les équilibres économiques. Le sauvetage bancaire, la réduction du déficit et la dévaluation interne ont soutenu le système financier et la compétitivité. Mais plusieurs limites persistent :

- Les coupes budgétaires, notamment dans les infrastructures (-53 %) et la recherche (-33 %), risquent de réduire la demande et la croissance potentielle.
- En 2015, le déficit public atteint 5,1 % du PIB au lieu de l'objectif de 4,2 % ; la dette publique dépasse 100 % du PIB en 2016 selon le document.
- La dette privée, proche de 190 % du PIB, freine l'investissement. Le chômage reste très élevé et la position extérieure nette demeure déficitaire.

- La croissance prévue ralentit et l'inflation négative peut alourdir le poids réel des dettes. La flexibilité du travail réduit les coûts, mais peut fragiliser les salariés et la consommation.

> **✓ RÉPONSE À RETENIR**
>
> La reprise reste freinée par l'endettement, le chômage, les coupes budgétaires et la faiblesse de l'investissement, malgré le redressement de la compétitivité.

Question 3). Montrer en quoi l'engagement de l'Espagne dans une politique de développement durable pourrait constituer une opportunité de croissance économique pour le pays.

Le développement durable vise à répondre aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. La croissance verte concilie croissance économique et préservation des ressources naturelles. Pour l'Espagne, cette orientation peut devenir un moteur de croissance durable et inclusive, cohérent avec Europe 2020.

Une meilleure efficacité énergétique et une réduction des déchets augmentent la productivité en abaissant les coûts. Les investissements dans les énergies renouvelables, les technologies et les services écologiques stimulent l'innovation, créent des emplois et ouvrent de nouveaux marchés. Des règles environnementales prévisibles renforcent la confiance des investisseurs. La fiscalité verte peut contribuer aux recettes publiques, tandis qu'une moindre dépendance aux ressources limite les risques de chocs et soutient la compétitivité à long terme.

> **✓ RÉPONSE À RETENIR**
>
> La croissance verte peut stimuler la productivité, l'innovation, l'emploi et les investissements, tout en ouvrant des marchés et en renforçant la résilience économique de l'Espagne.

2. Responsabilité, formation professionnelle et contrat électronique

La SARL SURLEPONT vend des pièces automobiles et met à disposition de ses clients des espaces de réparation équipés dans plusieurs centres franciliens. Les trois dossiers portent sur la responsabilité de l'employeur après un dommage causé par un salarié, la formation professionnelle et le droit de rétractation lors d'une commande en ligne, à traiter à partir des annexes et des connaissances.

Dossier 1 : Assumer le risque

Question 1-. Apprécier, au regard du droit de la responsabilité, la décision de Mme VERIN de refuser la réparation du dommage causé à la voiture du client par le salarié de la SARL SURLEPONT.

Faits et parties : M. TOURNEVIS, salarié de la SARL SURLEPONT, a endommagé la voiture d'un client en manipulant un pont dans le cadre de son travail, sans respecter la procédure.

Règle et application : Selon l'article 1242, alinéa 5, du Code civil, l'employeur répond des dommages causés par son préposé dans ses fonctions. Il ne peut s'exonérer que si le salarié a agi hors de ses fonctions, sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions. Ces conditions ne sont pas réunies ici.

> ✓ **RÉPONSE À RETENIR**
>
> Le refus est injustifié : la SARL SURLEPONT doit réparer le dommage subi par le client.

Dossier 2 : L'adaptation aux évolutions de l'activité professionnelle

Question 2-. Dans une note structurée et argumentée, exposer les enjeux et les contraintes pour tout employeur en matière de formation, puis présenter les différents dispositifs de la formation professionnelle.

Note à Mme VERIN : La formation permet d'adapter les salariés à leur poste, de maintenir leur capacité à occuper un emploi et de développer leurs compétences. Chez SURLEPONT, elle contribue aussi à prévenir les accidents liés aux équipements. L'employeur doit organiser les formations nécessaires, en supporter le coût et respecter les règles applicables au temps de formation. Le plan relève de sa responsabilité ; la consultation des représentants du personnel s'applique lorsqu'ils existent.

Dispositif	Objet
Plan de formation	Adaptation au poste, maintien dans l'emploi, développement des compétences.
CPF	Financement de formations à l'initiative du salarié, selon les règles applicables.
CIF	Projet individuel de qualification ou de changement de profession.
Bilan de compétences et VAE	Faire le point sur ses compétences ou faire reconnaître son expérience.
Alternance	Contrats d'apprentissage ou de professionnalisation pour acquérir une qualification.

Les salariés souhaitant évoluer peuvent notamment étudier le CIF, le CPF ou la VAE selon leur projet.

✓ RÉPONSE À RETENIR

Former les salariés répond aux obligations d'adaptation et de prévention ; plan de formation, CPF, CIF, bilan, VAE et alternance accompagnent les parcours professionnels.

Dossier 3 : Le contrat électronique

Question 3-. Vérifier la validité des deux clauses contractuelles portant sur le délai et le motif de rétractation, puis expliciter les conséquences qui en découlent.

Règle : Pour une vente à distance, le consommateur disposait en 2017 de quatorze jours à compter de la réception pour se rétracter, sans motif. Les conditions générales ne peuvent réduire ce délai ni soumettre ce droit à l'appréciation du vendeur.

Application : La clause 07 est donc invalide en ce qu'elle limite le délai à sept jours, et la clause 08 est invalide car elle exige l'accord de l'entreprise. M. PLATEAU a adressé sa rétractation huit jours après réception, donc dans le délai légal. SURLEPONT doit rembourser les sommes dues dans le délai légal, et peut différer le remboursement jusqu'à la récupération du bien ou la preuve de son retour.

✓ RÉPONSE À RETENIR

Les clauses sont inopposables. La rétractation du 28 mars est valable ; SURLEPONT doit procéder au remboursement selon les règles légales.

Ce qu'il faut retenir de ce sujet (Session 2017)

Bilan de l'épreuve : Cette épreuve d'Économie-Droit du BTS, session 2017, code 17-ECODROI-M, dure quatre heures : deux heures pour l'économie et deux pour le droit. Elle étudie les perspectives de croissance de l'Espagne et les situations de la SARL SURLEPONT. Elle évalue l'analyse d'indicateurs, l'argumentation économique et l'application des règles de responsabilité, de formation et de consommation.

Notions-clés, formules & règles à maîtriser

- Le taux de croissance du PIB mesure l'évolution de la production de richesses d'une économie.
- La croissance verte associe développement économique, préservation des ressources naturelles, innovation et création de nouvelles possibilités économiques.
- Le commettant est civilement responsable des dommages causés par son préposé dans les fonctions auxquelles il l'a employé, sauf abus de fonction.
- Le consommateur peut se rétracter sans justifier sa décision, selon les règles applicables à la vente à distance.

Points de vigilance & attentes du jury

- Pour comparer les indicateurs, préciser les années, les unités et les écarts entre l'Espagne et l'UE-28.
- Relier les mesures économiques espagnoles à leurs effets et aux limites révélées par les documents.
- Dans chaque cas juridique, qualifier les faits, énoncer la règle pertinente et l'appliquer précisément à la situation.
- Pour le contrat en ligne, examiner séparément le délai de rétractation et l'exigence de justifier le motif.

Questions fréquentes sur cette épreuve (Q&A Examen)

Q : Comment analyser l'évolution des indicateurs économiques espagnols ?

Présentez les indicateurs pour chaque année, relevez leurs évolutions et interprétez-les. Pour 2015, comparez chaque donnée espagnole à celle de l'UE-28, en conservant les unités et en faisant ressortir les écarts importants.

Q : Comment déterminer si l'employeur est responsable du dommage causé par un salarié ?

Vérifiez si le salarié a causé le dommage dans l'exercice de ses fonctions. D'après les annexes, le commettant ne s'exonère que si le préposé a agi hors de ses fonctions, sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions.

Q : Comment répartir le temps entre les parties de l'épreuve ?

Le sujet prévoit deux heures pour la partie économique et deux heures pour la partie juridique. Répartissez votre temps entre les questions, appuyez-vous sur les documents et gardez quelques minutes pour vérifier la structure et la justification de vos réponses.

Q : Quels éléments juridiques mobiliser pour étudier les clauses de rétractation ?

L'annexe rappelle que le professionnel doit informer le consommateur sur les modalités du droit de rétractation et que celui-ci peut se rétracter sans justifier sa décision. Examinez séparément la durée prévue et la clause soumettant le motif à l'entreprise.

Sujet officiel associé (PDF) : https://formationbtscg.fr/assets/annales/bts-cg/E3 - Culture Économique, Juridique et Managériale (CEJM)/2017/BTS CG - E3 - Culture Économique, Juridique et Managériale (CEJM) - Session 2017 - 1-Sujet.pdf

Ressources BTS Comptabilité et Gestion : Toutes les annales & corrigés • Fiches de révision complètes • Simulateur de notes d'examen

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.